

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 24 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



LOGICOR

rue de la Patelle
ZAC des Bellevues
95066 ST OUEN L AUMONE

Références : 2022/0419

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement LOGICOR implanté rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95066 ST OUEN L AUMONE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DRIEAT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR
- rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95066 ST OUEN L AUMONE
- Code AIOT dans GUN : 0006512709
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral en date du 12 août 2002, complété le 26 mars 2015, la société LOGICOR (Loren) GORNOR II SAS a été autorisée à exploiter un entrepôt « Entrepôt 7 » sur la commune de Saint-Ouen-l'Aumône.

L'entrepôt, d'une surface de 13 198 m² est divisé en 3 cellules de stockage, pour un volume maximal autorisé de 125 382 m³. Il est entièrement loué à la société CARGLASS depuis 2006. Les produits stockés sont principalement des vitrages tels que des pare-brises et des lunettes arrières pour les centres de réparation CARGLASS. Des joints de pare-brises, des enjoliveurs et des essuies-glaces sont également stockés.

Du fait des évolutions réglementaires, l'entrepôt est actuellement soumis à enregistrement. L'arrêté

ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature de installations classées pour la protection de l'environnement s'applique donc au bâtiment, dans les limites fixées à l'article 2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Prévention des pollutions accidentelles – rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 19.1	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des déchets 2/2	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie – débits ou volume d'eau disponibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Lettre de suite préfectorale
Systèmes d'extinction automatiques – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des déchets 1/2	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11 & 13	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22	/	Sans objet
Lutte contre l'incendie – exercices	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – formation à leur utilisation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet
Situation administrative - déchets	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.512-9, colonne A de l'annexe	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite relève 5 non-conformités portant sur les thématiques de rétention de pollution accidentelle, de mise en conformité des RIA et du sprinklage et du calcul du débit d'eau incendie nécessaire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles – rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 19.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieur ou égale à 200L, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieur à 600L ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieur à 600L. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui doit être fermé en permanence. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions de l'introduction technique du 17 avril 1975. L'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant explique à l'inspection que son activité ne nécessite que très peu de liquides (colles, aérosols, mastic). L'installation dispose de trois armoires de stockage munies d'une rétention et d'un système semi-automatique d'extinction. Lors de la visite, l'inspection constate la présence des trois armoires dans la cellule 3. Les armoires disposent toutes d'une capacité de rétention. Les produits contenus sont compatibles et la signalisation sur les trois armoires précise la compatibilité entre les différents produits selon leurs pictogrammes de dangers. Les volumes stockés sont compatibles avec les volumes de rétention. L'état des parois de la capacité de rétention semble conforme (absence de dégradation importante visible, absence de fissuration apparente, sans revêtement). Les rétentions sont vides de tout liquide. Cependant, lors de la visite, l'inspection constate la présence d'une palette de liquide lave-glace stockée dans la cellule C qui ne dispose pas de dispositif de rétention. L'inspection constate également la présence d'un container de gel hydroalcoolique stocké sur le parking en extérieur qui ne dispose pas de rétention. L'exploitant explique à l'inspection que le container de gel hydroalcoolique devrait être évacué d'ici la fin du mois. L'inspection demande à l'exploitant d'installer un dispositif de rétention pour le liquide lave-glace et le gel hydroalcoolique ou d'évacuer les liquides dans un délais d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11 & 13
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : Article 11 : Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes. Article 13 : Les registres spécifiés aux articles 1er à 9 du présent arrêté peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant explique que le suivi des déchets est géré par une entreprise extérieure qui fournit un accès à un portail de données sur lequel l'exploitant peut récupérer toutes les informations nécessaires. Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection le registre de suivi des déchets (verre, bois/cartons et produits) par mail le 17 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Par mail du 17 mai 2022, l'exploitant transmet à l'inspection le registre déchet informatique qui contient les items suivants :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Concernant le verre récupéré et regroupé par l'exploitant avant évacuation, il manque l'item précisant la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.

L'inspection demande à l'exploitant de rajouter cet item dans son registre des déchets dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence de 4 poteaux incendie, identifiés sur une cartographie du plan d'intervention contre l'incendie. Les caractéristiques techniques des 4 poteaux sont transmises par l'exploitant à l'inspection. Au regard du plan transmis par l'exploitant, l'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 m d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de moins de 150 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – débits ou volume d'eau disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant explique à l'inspection que le calcul du débit nécessaire a été réalisé dans le dossier initial d'autorisation. Le calcul a été réalisé à partir du débit minimal possible d'un poteau incendie (60m³/h) et de la présence de 4 poteaux (soit 240m³/h).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le calcul du débit et de la quantité d'eau nécessaire à partir du document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement en eau) dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : D'après le dernier rapport technique de septembre 2021 présenté à l'inspection lors de la visite, le site est pourvu de 133 extincteurs. L'exploitant explique à l'inspection que le contrôle des extincteurs est annuel et précise que le prochain contrôle est prévu la semaine suivante. Le rapport mentionne quelques manquements sur une dizaine d'extincteurs. L'exploitant explique à l'inspection que ces manquements ont été identifiés et soldés (justificatif via le registre de sécurité). Lors de la visite, l'inspection contrôle une vingtaine d'extincteurs aléatoirement. Le suivi annuel est justifié par l'étiquette de conformité des extincteurs. Ils sont présents à l'intérieur de l'entrepôt, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé.
Constats : L'installation est dotée de 21 RIA. Ils sont situés à proximité des issues. L'installation étant dotée d'un système de sprinklage, l'utilisation en période de gel n'est pas vérifiée. Le dernier rapport de contrôle de la société AIRESS du 23 mars 2022 mentionne des observations (fuite sur diffuseur de lance sur 2 RIA, fuite sur axe tambour sur 2 RIA, absence de repérage sur plan d'un RIA et absence scellé sur vanne d'isolement de l'ensemble des RIA). L'inspection demande à l'exploitant de solder ces observations dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection le registre de sécurité tenu à jour. Il comprend les vérifications périodiques des poteaux incendie, du système de sprinklage, des extincteurs et des RIA. L'exploitant présente également le plan de défense incendie qui précise la démarche à suivre en période d'indisponibilité temporaire du système de sprinklage (démarche du N100).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes d'extinction automatiques – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
Constats : Le rapport de visite de la société AIRESS du système d'extinction automatique en date du 27 janvier 2022 fait état de 8 observations, 2 améliorations, 9 non conformités (aucune anomalie pouvant rendre le système sprinkleur inopérant et aucune non conformité mettant le système sprinkleur en échec). Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection le bon de commande pour la mise en conformité du système de sprinklage, signé le 10 mai 2022. L'exploitant précise à l'inspection que la visite de mise en conformité est prévue la semaine suivant l'inspection. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs de mise en conformité du système d'extinction automatique dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie – exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection le registre incendie qui notifie les différents exercices incendie réalisés. Le dernier exercice incendie s'est déroulé le 6 mai 2022. Le registre met en évidence la réalisation d'un exercice par an (à chaque fois pour l'équipe du matin et du soir car régime en 2*8h) depuis 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – formation à leur utilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Dans le registre incendie présenté par l'exploitant, se trouve l'historique des formations du personnel sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre (4 formations en 2021 : extincteurs, évacuation, EPI, rôle équipier d'évacuation etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative - déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.512-9, colonne A de l'annexe
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n°2715
Prescription contrôlée : Rubrique n°2715 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .
Constats : Lors de la visite, l'exploitant explique à l'inspection qu'il effectue une activité de regroupement des pare-prises et vitres usagés. Ces derniers sont stockés dans deux bennes évacuées quotidiennement pour revalorisation. Le volume maximal présent sur site de verre concerné par la rubrique n°2715 est donc de 2*30 m ³ . Le seuil de la rubrique (régime de la déclaration) étant de 250 m ³ , l'installation n'est pas classée au titre de la rubrique n°2715 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet